

accords avec d'autres pays, dont les États-Unis. Mais nous devons toujours tenir compte du point de vue du citoyen canadien et ne pas exposer les industries déjà établies à souffrir d'accords généraux qui, dans l'ensemble, seraient nuisibles à certaines régions du pays.

Cet après-midi, je veux rapidement dire quelques mots de l'industrie textile. Ce n'est pas la première fois que j'en parle en cette enceinte; j'ai l'intention d'y revenir, car l'industrie textile est importante, surtout pour la province de Québec. Au fait, 20 villes importantes du Québec vivent de cette industrie, et la circonscription de Sherbrooke, dont je suis le représentant à la Chambre, compte deux industries textiles qui font vivre plus de 40 p. 100 des ouvriers et ouvrières.

Cette importante industrie traverse un malaise croissant et se trouve dans une situation alarmante, malgré les bilans financiers favorables que présentent certaines compagnies de produits textiles. Au fait, la société *Dominion Textile* a une filature à Sherbrooke, tout comme elle en a une à Magog et à Montmorency; depuis 10 ans, ses états financiers affichent des surplus et, si ma mémoire est fidèle, de 1954 à 1964 elle a réalisé des profits de 120 millions de dollars.

Doit-on dire pour cela que l'industrie textile est florissante? Loin de là, monsieur le président: lorsqu'on procède à un examen de la situation, on s'aperçoit que les industriels ont dû multiplier les ingéniosités afin de faire face à la concurrence étrangère; ils ont dû rénover leur machinerie et l'adapter à une productivité plus accélérée, afin de pouvoir concurrencer les produits étrangers. Mais tout cela s'est fait sur le dos de la classe ouvrière, et voici comment: Dans les filatures ou usines, l'ouvrier, le tisserand, est obligé de travailler dans des conditions anormales et inhumaines. Il a été établi, par exemple, que le rythme du travail devait être basé sur le pas de l'armée anglaise, soit trois milles à l'heure, pour équivaloir à un rendement de 100 p. 100. Dans les usines de produits textiles de Sherbrooke, comme ailleurs, à l'heure actuelle, afin d'atteindre un salaire acceptable de \$65 par semaine—ce qui n'est pas exagéré—les ouvriers sont obligés de travailler à un rythme de 125 p. 100, c'est-à-dire qu'ils sont comme des lapins: ils sont obligés de courir après 110, 115 ou 120 métiers, du matin au soir, la plupart du temps n'ayant que cinq ou dix minutes pour avaler quelques bouchées à l'heure du dîner, sans avoir, comme quiconque, une demi-heure ou une heure pour ce dîner. Voilà la situation dans les usines de l'industrie textile canadienne.

Il est bien beau de dire que notre ministère de l'Industrie songe à attirer de nouvelles industries. La chose est excellente. Il est bien

beau, et l'on doit encourager cette attitude, que le ministère, en collaboration avec d'autres ministères, songe, comme le signale souvent l'honorable député de Villeneuve (M. Caouette), avec raison, à utiliser nos matières premières sur place et à finir des produits à leur première phase, ici, au Canada, justement afin de produire nous-mêmes, bref, de mieux nous industrialiser et de vendre les produits finis à l'étranger. La chose est aussi excellente, mais le gouvernement devrait tout faire pour que nous conservions les industries que nous avons et ne pas les placer dans une situation où elles seront forcées à disparaître.

L'industrie textile est une industrie canadienne. Certains députés ont parlé, cet après-midi, des investissements américains, des investissements étrangers, disant que souvent nos problèmes industriels sont à la merci d'autres gouvernements ou d'hommes d'affaires étrangers.

Eh bien, les capitaux canadiens investis dans l'industrie textile sont de l'ordre de 80 p. 100. Il est donc très important, monsieur le président, que le gouvernement s'applique de façon particulière à sauvegarder et à améliorer la situation de l'industrie textile au Canada, et spécialement dans la province de Québec. Les remèdes seraient nombreux. Évidemment, la question des importations étrangères est colossale. Nous recevons trop de produits textiles étrangers. J'ai déjà posé des questions à la Chambre à ce sujet, sans toutefois obtenir de réponse. Je soulève la question encore cet après-midi.

On nous dit que ces industriels canadiens de l'industrie textile ont ouvert des succursales à l'étranger, soit à Hongkong, soit au Japon, à même les profits qu'ils ont réalisés au Canada, sur le dos de la classe ouvrière, qui est obligée de travailler dans des conditions inhumaines. Ces industriels se sont servis de ces capitaux pour les investir, soit à Hongkong, soit au Japon, soit ailleurs, pour établir des usines dont le coût de production est beaucoup moins élevé, et où les ouvriers chinois ou japonais travaillent à 20c. ou 15c. l'heure. Ces industriels canadiens produisent du textile là-bas et l'importent au Canada, sur leur propre marché domestique, ce qui nuit à la production canadienne et ralentit l'emploi dans nos industries. Est-ce que la chose est exacte? A mon avis, il est important que le ministère de l'Industrie et le gouvernement s'intéressent à cet aspect de la question et établissent des normes pour empêcher les industriels canadiens qui veulent investir à l'étranger d'utiliser les profits qu'ils réalisent ici, pour ensuite importer ces produits étrangers, et nuire ainsi à la production canadienne et aux ouvriers canadiens. Je crois que le gouvernement devrait s'occuper de cette ques-